

Le Courrier du Canada,

JOURNAL DES INTERETS CANADIENS.

Rédacteur: A. E. AUBRY.

Editeur-Propriétaire: —LEGER BROUSSEAU.

JE CROIS, J'ESPÈRE ET J'AIME.

La Pologne et M. de Montalembert.

La Pologne, cette nation persévérante, méritait de recevoir du ciel de persévérants défenseurs. Elle n'en compte pas de plus éloquent et de plus infatigable que M. le comte de Montalembert. Il écrivait le 12 décembre 1830 ces paroles: "Puisse-t-elle reprendre sa place parmi les nations du monde, cette nation qui a si longtemps lutté pour sa liberté et qui a gardé pure et sans tache l'antique foi de ses pères." L'écrivain qui saluait, il y a trente et un ans, la Pologne de ce souhait généreux, l'orateur qui, en 1831, 1833, 1836, 1838, 1839, 1842, 1846, 1847, n'a jamais perdu aucune occasion d'émouvoir les sympathies de l'Eglise, de la France et du monde en faveur de ce glorieux et infortuné peuple, vient d'élever une fois de plus la voix pour recommander à ses contemporains une cause si juste. Au retour d'un voyage en Pologne, seul, parmi les hommes politiques de l'Europe, à pouvoir parler d'après ce qu'il a vu, M. de Montalembert a peint avec respect cette nation en deuil, il a rappelé ses droits, il a exposé ses griefs et ses espérances, dans un travail admirable auquel la profonde impression d'un récent spectacle, et le feu d'une ancienne indignation communiquent en quelque sorte deux fois la vie, la vérité, l'éloquence. Il faut lire ce grand travail tout entier dans le *Correspondant* du 25 août. Nos lecteurs nous sauront gré d'en offrir ici la conclusion.

THÉOPHILE MARTIN.

En dépeignant l'aspect actuel de la Pologne, nous avons été naturellement conduit à parler de son passé, et nous ne saurions terminer sans jeter un regard sur les chances de son avenir.

Faut-il croire avec un éloquent religieux dont la conviction passionnée nous émeut et nous séduit toujours, même quand nous ne saurions nous résoudre à croire son généreux optimisme, faut-il croire que les nations sont immortelles, et qu'il y a dans le sang des peuples chrétiens une sève surnaturelle qui les rend comme inexterminables (1)? Je n'ose l'affirmer, comme lui, en thèse générale; mais j'y crois fermement quand il s'agit d'un peuple qui, depuis un siècle et au sein des plus cruelles épreuves, a déployé sans interruption une vertu surnaturelle.

L'état actuel du monde est fait pour encourager les espérances de la Pologne et de ses amis. L'Europe moderne est ébranlée. Des événements, salués avec enthousiasme par d'aveugles rancunes et par des cupidités non moins aveugles, ont préparé des bouleversements dont notre génération ne verra pas la fin. La Pologne, seule innocente et seule vraiment intéressante parmi toutes les victimes du passé, la Pologne, dont aucun changement ne saurait empirer le sort, est évidemment destinée à profiter de la révolution qui se prépare.

La Russie elle-même ne peut plus, je dirai presque ne veut plus maintenir une situation plus intolérable encore pour elle que pour sa vassale. Elle se sent troublée, incertaine, éperdue. Ses tatonnements, ses hésitations, ses maladroitness, prouvent qu'elle a perdu jusqu'au sentiment de ce qu'elle appelait son droit, jusqu'à la confiance dans cette force matérielle dont elle a tant abusé. La révolte anormale d'un gouvernement qui prétend en même temps émanciper ses serfs et asservir ses voisins ne saurait durer indéfiniment. Déjà, les libéraux russes le sentent et le disent, car il y a en Russie des libéraux dont le nombre augmente chaque jour, et, quoique le socialisme et le garibaldisme, s'il faut en juger par les journaux qui leur servent d'organes, les aient déjà singulièrement entamés, ils seront les premiers à vouloir démolir ce rempart qu'élevait entre eux et l'Occident la servitude d'un peuple entier (2). Déjà la jeunesse russe manifeste hautement ses sympathies pour la jeunesse polonaise. Elle songe à tirer profit pour sa patrie de l'affranchissement d'une race sœur de la sienne, et ces dispositions pénétreraient même dans des régions bien moins accessibles aux sentiments généreux, s'il faut en juger par ce mot caractéristique échappé à un très-haut fonctionnaire de l'empire: "Les événements de Varsovie sont comme ces proches parents que l'on pleure, mais dont on hérite."

Quant à l'Autriche, personne, je l'espère, ne sera tenté de me confondre avec la tourbe de ses détracteurs. Je suis de ceux qui croient à la nécessité d'une Autriche libre et forte pour le salut de l'Europe, et qui forment des vœux sincères pour sa régénération. Je ne voudrais donc parler qu'avec une affectueuse déférence de la grande et illustre monarchie qui cherche à se renouveler par la liberté, et qui, dans le loyal et courageux essai qu'elle fait aujourd'hui du gouvernement représentatif, mérite l'appui et les encouragements de tous les

honnêtes gens et de tous les vrais libéraux. Des aujourd'hui, on est tenu de proclamer l'immense progrès qui s'y est opéré au profit de la publicité, de la liberté individuelle, de la liberté de la presse, progrès qui fait de l'Autriche actuelle un pays où l'on respire à l'aise, et qui forme un contraste aussi heureux que frappant avec les deux systèmes successivement personnifiés par le prince de Metternich et par le prince Félix Schwarzenberg. Le *Times*, qui a un jour étonné l'Europe, en expliquant comme quoi l'Angleterre était la première puissance musulmane du monde, aurait plus beau jeu à démontrer comment l'Autriche pourrait et devrait remplacer la France comme la première puissance parlementaire du continent. Toutefois, si c'était ici le lieu, je dirais pourquoi je tremble que les deux Chambres, dont j'ai suivi les débats à Vienne avec une si attentive sympathie, ne deviennent l'instrument de cette centralisation bureaucratique qui a compromis et dépopularisé l'auguste maison de Lorraine, au lieu de servir de garantie et de couronnement au vaste système de libertés fédérales et historiques qu'appellent à la fois les vœux et les intérêts des nationalités si diverses dont se compose l'empire, nationalités dont aucune n'a envie, pour complaire aux bourgeois et aux avocats de Vienne, de se laisser transformer en départements à la française. Je dirais encore en quoi, selon moi, l'Autriche, si bien inspirée dans toutes ses concessions aux provinces slaves-allemandes, se trompe radicalement dans ses relations avec la Hongrie, et, par des alternatives fâcheuses de laisser-aller et de sévérité, court risque de se créer une seconde Italie dans le beau royaume de saint Etienne, qui pourrait si bien devenir le principal foyer de sa puissance régénérée. Mais il faut résister à cette tentation pour se borner à ce qui touche sa position vis-à-vis de la Pologne, et ici on est heureux de pouvoir rappeler que, des trois puissances copartageantes, elle est à la fois la moins coupable et la moins hostile. Les nobles remords de Marie-Thérèse, engagée malgré elle dans cet attentat, la distinguent de l'hypocrisie machiavélique comme du cynisme impie de Frédéric II et de Catherine II, ces dignes idoles de Voltaire, et constituent pour sa race un titre d'honneur, en même temps qu'une sorte d'engagement à prendre la première place dans l'œuvre de réparation. L'Autriche, comme on l'a déjà dit, n'a pris aucune part au second partage de 1793. Pendant l'insurrection de 1831, elle s'est abstenue et a montré, par plus d'un symptôme, qu'elle était disposée à laisser faire tout ce qu'il plairait à la France et à l'Angleterre d'entreprendre pour le salut de la Pologne. Les massacres de (3) Gallicie en 1846 et l'incorporation de Cracovie, exigée par l'empereur Nicolas, en 1847, ont paru excéder de nouveau la solidarité de l'Autriche avec l'œuvre infernale du partage; mais on peut espérer que c'a été là le dernier acte de sa vieille politique à l'égard de la Pologne. Aujourd'hui elle semble manifester des dispositions de plus en plus rassurantes et d'ailleurs bien naturelles, car aucune puissance au monde n'est plus intéressée que l'Autriche à la reconstruction d'une barrière telle que la Pologne contre les envahissements de la Russie. Mais, à défaut de cette barrière reconstruite, on conçoit qu'elle doit désirer avant tout que sa part de la dépouille ne devienne pas la proie de la Russie. Si elle n'a pris aucune part sérieuse à la guerre de Crimée, dont la gloire meurtrière a été si stérile pour l'Europe et pour l'Orient, c'est peut-être parce que cette guerre ne devait aboutir à aucune issue vraiment efficace du côté de la Pologne. Dans la récente discussion du Parlement britannique (4), M. Hennessy, qui en a pris l'honorable initiative, a pu affirmer, sans être contredit, que, au début de la guerre de Crimée, l'Autriche était toute disposée à y prendre une part active, pourvu que les alliés missent à sa position un contingent de cent mille hommes, pour l'aider à rétablir la Pologne dans son intégrité. Il a ajouté que la France n'était pas éloignée d'y consentir, mais que l'Angleterre s'y refusait.

A l'heure qu'il est, l'Autriche semble regarder la Gallicie comme une possession provisoire, mais dont elle ne se dessaisirait à aucun prix, si c'est à la Russie que cette possession devait échoir. En attendant, il lui est difficile, ou pour mieux dire impossible, de traiter avec dignité ses sujets slaves des bords de la Vistule, lorsqu'elle a un besoin si impérieux de se concilier les Slaves des régions danubiennes. Aussi la patente du 20 octobre 1860, inspirée par un ministre d'origine polonaise, le comte Goluchowski, en repoussant la politique de centralisation absolutiste et bureaucratique qui prévalait depuis le coup d'Etat du 31 décembre 1851, avait-elle rappelé à la vie officielle l'élément polonais au sein de la diète de Gallicie. L'adresse

de cette diète (5) a aussitôt constaté le réveil du sentiment national dans la Pologne autrichienne, en même temps que le degré de liberté publique dont jouissent les assemblées provinciales dans cette monarchie. Appelés par la patente de février 1861 à siéger au Parlement central de Vienne, les députés galiciens y ont pris la meilleure des attitudes. Sous la direction du comte Adam Potocki et de M. Smolka (6), ils se sont entendus avec les députés slaves de la Bohême, qui suivent l'impulsion du comte Clam-Martinitz (7) et de M. Rieger, pour résister aux tendances absorbantes de la bureaucratie allemande, et ils ne se sont associés à aucune des démonstrations récentes contre l'indépendance de la Hongrie.

Si les dispositions bienveillantes et conciliantes qu'on voudrait attribuer à l'Autriche envers la Pologne ne reposent jusqu'à présent que sur des hypothèses, l'hostilité de la Prusse n'est malheureusement que trop certaine. Frédéric II a été autrefois l'artisan le plus implacable de la perte des Polonais, et aujourd'hui ils n'ont pas d'ennemi plus acharné que la Prusse, et derrière elle l'Allemagne tout entière. Car je suis condamné à dire que, depuis que cette Allemagne a été mordue au cœur par le démon de la démocratie contemporaine et de l'ambition unitaire, on ne trouve trace chez elle de ces sympathies libérales qu'elle témoignait en 1831 avec tant d'effusion à la Pologne insurgee. Je dois ajouter que cette hostilité est réciproque. Tout observateur attentif reconnaîtra que les Polonais soumis à la domination prussienne s'en plaignent avec encore plus d'amertume et d'animosité que leurs voisins n'en mettent à repudier la domination moscovite. Ils avouent qu'ils sont personnellement beaucoup plus libres; mais ils ajoutent que *nationalement* ils sont beaucoup plus menacés.

N'en déplaise à mes amis polonais, c'est la pratique des libertés civiles et politiques dont la Prusse a doté depuis longtemps tous ses sujets, dont les sujets autrichiens jouissent maintenant, mais seulement depuis peu, et dont l'ombre même n'existe pas encore en Russie, c'est cette liberté même qui habitude à sentir avec plus de vivacité et à réclamer avec plus de hauteur les biens et les droits dont on est privé. C'est l'honneur de la liberté, à quelque degré et sous quelque climat qu'elle existe, que d'inspirer ces susceptibilités, qui constatent et entretiennent un degré supérieur de vie dans le corps social, mais qui donnent à la souffrance une expression plus bruyante. C'est ainsi que le riche souffre plus impatiemment les privations auxquelles le pauvre s'est habitué en silence, et que l'homme en bonne santé se lamente de la moindre incommodité bien autrement que le malade toujours étendu sur son lit de douleur. L'abondance des plaintes ne prouve pas toujours qu'un gouvernement soit mauvais; tandis que leur liberté prouve à elle seule la supériorité du pouvoir qui les endure sur tels autres pouvoirs qui les impotent et achètent le silence.

Il est toutefois certain que la Prusse, dans les provinces polonaises soumises à ses lois, poursuit la nationalité polonaise par des moyens que les Russes n'emploient plus. Elle travaille systématiquement à exclure les Polonais de tous les emplois, à étouffer la langue polonaise, à introduire le protestantisme et à dénaturer la propriété foncière. Toutes les places judiciaires, administratives, financières, sont données à des Allemands, et, par une dérogation spéciale à la loi générale du royaume (8), les *landrathes*, ou premiers magistrats de chaque arrondissement, électifs dans toutes les autres provinces, sont à la nomination directe du roi dans la Posnanie, afin qu'on puisse y nommer des Allemands. Tous les procès se plaident en allemand, tout l'enseignement supérieur et secondaire se donne en allemand. Cette administration prussienne, qui se prétend si zélée pour la propagation de la science, refuse opiniâtrement d'autoriser un gymnase catholique et polonais dans le grand-duché, et interdit aux jeunes Polonais l'enseignement de l'histoire de la Pologne dans les écoles privées comme dans les écoles publiques. Des que cinq ou six Allemands viennent s'établir dans un village polonais, on érige aussitôt sous le nom de *système*, une paroisse protestante, à laquelle on agrège les villages voisins, et que l'on pourvoit d'une église enlevée aux catholiques et d'une dotation prise sur les fonds de la province. Mais tout cela offre un moindre péril pour la nationalité polonaise que les atteintes portées systématiquement à la propriété foncière, qui aboutissent, absolument comme en Irlande, à supplanter les propriétaires indigènes et catholiques par des étrangers protes-

(5) 5 janvier 1861.

(6) Paysan galicien, qui a été président de la Diète générale de Vienne, en 1848.

(7) Ancien gouverneur de Cracovie, l'un des hommes politiques et des orateurs les plus remarquables de la nouvelle Autriche.

(8) Ordonnance du cabinet du 3 février 1853.

—Mémoire présenté au ministre Flottwell, page 56.

tants. La noblesse polonaise a vu depuis longtemps ses propriétés grevées de charges nombreuses contractées au service de l'Etat, du temps de l'indépendance nationale, alors que toutes les fonctions publiques étaient électives ou gratuites. Ces charges se sont élevées par suite de la conquête, des guerres, de l'abolition des corvées et de l'envahissement graduel des Allemands. Ceux-ci, arrivant avec des capitaux du dehors, ont pu facilement se rendre acquéreurs des terres mises en vente par voie d'expropriation. Le gouvernement prussien est d'ailleurs venu à leur secours avec les fonds de l'Etat; son ministre avoue (9) qu'un fonds de roulement de quatre millions de francs est consacré à acheter à bas prix les propriétés polonaises afin de les revendre à des Allemands. Les Polonais avaient organisé une *Société de Crédit foncier* qui a rendu des services essentiels aux propriétaires obérés. Par une mesure qu'il est difficile de ne pas taxer d'arbitraire ou de mauvaise foi, le gouvernement a interdit la continuation de cette institution, qui commençait déjà à dégrèver la propriété. Il prête lui-même de l'argent aux Allemands, et il interdit aux Polonais de s'en prêter les uns aux autres. Toutes les sources du crédit demeurent ainsi fermées aux Polonais et ouvertes aux Allemands. On se croit assuré d'arriver par ces voies à la germanisation complète du grand-duché de Posen, comme on y a déjà réussi pour la Silésie, province naguère plus qu'à moitié polonaise, et pour la Prusse occidentale, province entièrement polonaise et catholique lors du partage, mais où les quatre cinquièmes des propriétaires sont aujourd'hui protestants et Allemands, tandis que les paysans sont presque partout restés polonais et catholiques. C'est tout à fait, comme on voit, le système suivi et le résultat obtenu par l'Angleterre en Irlande.

La Prusse moderne continue ainsi l'œuvre cruelle et immorale des chevaliers teutoniques, dont le dernier grand-maître, Albert de Brandebourg, fonda, en 1525, le duché héréditaire de Prusse orientale, en reniant la foi de ses pères et ses serments de religieux. Rien de plus triste et en général de plus honteux que l'histoire des envahissements graduels du germanisme chez les Slaves, depuis Charlemagne. Les Allemands ont successivement conquis, spoliant tout ce qu'ils ont pu, et dénaturant les populations slaves entre l'Elbe et l'Oder, puis entre l'Oder et la Vistule, puis de la Vistule jusqu'au Niemen, le long de la Baltique. Les chevaliers teutoniques, qu'une inspiration chrétienne avaient conduits au treizième siècle, après leur expulsion de la terre sainte, sur les bords de la Vistule, y devinrent le fléau du pays qu'ils avaient conquis et opprimé. Ces prétendus missionnaires de la foi catholique n'ont été que les précurseurs du despotisme protestant (10). Le peuple alle-

(9) Mémoire du président Flottwell, page 57.—C'est en tête de ce Mémoire, publié par le gouvernement prussien lui-même, qu'on lit ce programme: "Faire progresser et considérer l'Allemagne intime de cette province avec la monarchie prussienne, en écartant successivement les tendances, les habitudes et les penchants particuliers aux habitants polonais et qui s'opposent à un tel alliage; par contre, répandre de plus en plus les éléments de la vie allemande dans ses rapports matériels et moraux pour qu'enfin, grâce à l'action décisive de la civilisation allemande, soit atteint le but final de cette tâche: l'union complète des deux nationalités."

C'est ainsi que la Prusse accomplit, de son propre aveu, les engagements pris à Vienne, afin de donner à cette partie de la Pologne, qu'elle possède sous le titre de grand-duché de Posen, une *représentation* et des *institutions nationales destinées à assurer la conservation de leur nationalité*.

(10) Toute cette histoire est si confuse et si peu connue en France, que la note suivante ne sera peut-être pas désagréable à plusieurs de nos lecteurs:

Les chevaliers teutoniques allèrent s'établir sur les bords de la Vistule, sur un terrain qui leur fut *cédé par un prince polonais*, dans le but de combattre et de convertir les Prussiens et les Lithuaniens, encore païens à cette époque. Mais l'avarice, la cruauté, la luxure, souillèrent trop tôt leur domination, et d'ailleurs, quand la Lithuanie, réunie à la Pologne par suite du mariage du grand-duc Jagellon avec la reine Hedwige en 1387, fut devenue chrétienne, leur existence n'eut plus même de prétexte. Voir le très-curieux ouvrage publié par le comte Dzizynski sur ce sujet.

La Prusse actuelle (non le royaume moderne, mais les deux provinces d'*Ost* et *West Prussen* qui portent ce nom) faisait partie intégrante de l'ancienne république polonaise. La noblesse et les villes se donnaient à la Pologne pour échapper à l'abominable oppression des chevaliers teutoniques. La Prusse orientale ou *ducale* (capitale Königsberg) en devint vassale quand Albert jeta le froc aux orties pour substituer le duché héréditaire de Prusse à l'ordre religieux dont il était le chef. La Prusse occidentale ou *royale* (capitale Dantzic), fut incorporée au royaume de Pologne et en fit partie jusqu'au partage.

Au dix-septième siècle, les électeurs de Brandebourg (branche aînée) furent substitués, par la faiblesse de la royauté polonaise, aux ducs héréditaires de Prusse, qui

étaient, si brave, si intelligent, si riche en vertus et en qualités, n'a pas le don de faire aimer sa domination sur les races étrangères. C'est qu'il ne se contente pas de la soumission d'un peuple; il veut encore lui imposer sa langue, ses mœurs et ce qu'il appelle sa civilisation; c'est là ce qui explique pourquoi sa domination est plus odieuse aux Slaves que celle des Russes. Il a surtout deux poids et deux mesures, selon qu'il s'agit de sa civilisation à lui ou de la civilisation d'autrui: c'est ainsi que, aujourd'hui même, il prétend revendiquer à l'égard du Danemark pour ses compatriotes du Holstein et du Schleswig, tous les droits qu'il refuse de reconnaître chez les Polonais et les Hongrois soumis à des souverains allemands. Et l'on se demande en vérité en quoi cette civilisation germanique, personnifiée par les électeurs de Brandebourg, était si supérieure à la civilisation slave, personnifiée par la Pologne? L'une était despotique et protestante, d'une intolérance farouche et pédante, comme celle qui distinguait encore les gentilshommes du Mecklembourg et les possesseurs du Königsberg. L'autre était libérale et catholique, tolérante et généreuse, on est tenté de dire trop généreuse, puisque les Allemands protestants, qui occupent et exploitent en si grand nombre les provinces occidentales de la Pologne déchirée, descendent en partie de ceux-là même qui, au nom de la liberté religieuse, ont trouvé un asile dans la catholique Pologne, du temps de la guerre des Hussites et de la guerre de Trente Ans.

Mais non; il ne faut jamais regretter la tolérance, encore moins la générosité. Que les Polonais restent à jamais fidèles à ces vertus qui leur sont si naturelles; qu'ils s'en glorifient dans le passé et qu'ils tiennent bon pour elles dans l'avenir! Mais vult toujours être persécuté que persécuter, victime que bourreau.

D'ailleurs, comme en Irlande, la force expansive des libertés politiques, des libertés modernes, accordées, bien à contre-cœur, par le gouvernement prussien aux Polonais, en même temps qu'à tous les autres sujets prussiens, est si féconde et si salutaire, qu'elle seule suffit pour aider les vaincus et les opprimés à lutter, non sans succès, contre les conquérants.

Même dans l'ordre religieux, le progrès récent est sensible. En 1848, il n'y avait dans les diocèses unis de Posen et de Gnesen que quarante séminaristes, il y en a aujourd'hui cent quarante-quatre; il n'y avait que deux maisons de sœurs de charité; aujourd'hui, grâce aux relations directes avec la maison mère de Paris, que la liberté religieuse consacrée par la constitution rend possibles, il y en a douze (11).

D'un autre côté, la vitalité politique du pays trouve un organe et un foyer sérieux dans le groupe des députés polonais qui, au nombre de vingt, siègent à la seconde chambre de Berlin et obligent périodiquement l'injuste Allemagne et même l'Europe à écouter leurs plaintes. Treize Polonais siègent en outre à la Chambre des pairs ou des Seigneurs prussiens, laquelle se recrute, non-seulement par hérédité ou par le choix du roi, mais encore par une sorte d'élection tout à fait spéciale et digne d'être imitée par tout pour la composition d'une Chambre haute; le pair élu a pour électeurs tous les propriétaires *centenaires*, c'est-à-dire tous ceux qui, sans distinction d'origine, de rang ou de fortune, possèdent leur domaine, grand ou petit, depuis cent ans. C'est de la sorte que l'Assemblée des pairs, essentiellement indépendante et conservatrice, que tout l'effort de la démocratie prussienne tend aujourd'hui à détruire. Cette démocratie d'outre-Rhin est essentiellement outre-entendante et imprévoyante comme ses sœurs; aussi impérieuse et aussi égoïste que le despotisme, elle veut n'avoir rien à respecter et surtout n'admettre aucun frein qui lui rende quelquefois le service de l'avertir et de l'arrêter.

Eh bien, c'est derrière les efforts de cette démocratie prussienne et de toute la démocratie allemande, dont elle est l'avant-garde, que j'aperçois la meilleure chance de l'émancipation de la Pologne. Que mes lecteurs me permettent d'écrire ici une parenthèse, un peu longue, mais qui ne sera peut-être pas dénuée d'intérêt.

Pour bien connaître l'Allemagne, il ne faut pas se laisser roder uniquement sur les chemins de fer, qui font disparaître, non-seulement les distances, mais encore les différences d'un pays à l'autre. Il faut quitter ces grandes voies de la foule, pénétrer dans le cœur des petits Etats à la recherche de quelque souvenir archéologique ou de quelque paysage

étaient une branche cadette de leur maison. A l'aide des Suédois, ils s'affranchirent de tout lien de vassalité, et substituèrent une nouvelle et formidable puissance allemande, militaire et protestante, à la domination éteinte des chevaliers teutoniques. Au milieu du déluge de brochures publiées sur cette question, il faut en signaler une qui résume en très-peu de pages les atteintes successives portées à la nationalité polonaise: *La Pologne, le germanisme et le czar de Moscou*, par L. de K. Paris, Dentu, 1861.

(11) Discours prononcé de l'abbé Prusinski, ap. *Revue catholique de l'Université de Louvain*, p. 328.

solitaire; il faut sillonner le Hanovre, les petits duchés de Saxe, les duchés de Brunswick et de Nassau, la principauté de Waldeck ou toute autre. C'est là que l'on peut apprécier jusque dans ses racines les plus intimes la prospérité du pays, l'aisance générale et particulière; c'est là qu'on voit, non-seulement l'agriculture, mais la silviculture et l'horticulture portées aux dernières limites du progrès; c'est là qu'on admire la merveilleuse condition des routes et des chemins vicinaux; l'excellence et la régularité du service des postes; le luxe et l'abondance des attelages rustiques, le luxe et le bon goût des constructions municipales et scolaires jusque dans les moindres villages; le luxe plus grand encore de la propriété; puis des écoles à foison et de tout ordre, des universités aussi libres que florissantes dans les moindres Etats; et avec tout cela pas l'ombre de passe-ports ni de police politique, une liberté civile et politique beaucoup plus grande que celle dont la démocratie impériale se vante et se contente parmi nous, une presse aussi généralement répandue que penchée, si peu gênée que neuf journaux sur dix attaquent ouvertement tous les jours la constitution actuelle de l'Allemagne. Nulle part enfin aucune trace de ces abus plus ou moins exagérés, on de cette misère plus ou moins étalée, qui ont servi de prétexte à la révolution dont est sortie l'unité italienne.

Or, malgré tous ces biens incontestables et incontestés, quotidiens et universels, qui constituent le beau côté de la civilisation moderne, et qui font le plus grand honneur aux princes et aux gouvernements allemands, l'Allemagne n'aspire qu'à imiter l'Italie. Elle appelle de tous ses vœux l'unité allemande, c'est-à-dire l'uniformité à la française. Elle aspire à la centralisation bureaucratique, qui fait ce qu'on appelle aujourd'hui les grandes nations. Elle déguise sous le nom de patriotisme allemand le désir passionné d'effacer toutes les traditions de son histoire, de renier le caractère fondamental de son génie national, et de pouvoir dire à la France et à la Russie: "*Facts sum sicut una ex vobis!*"

J'entends d'ici une foule d'Allemands se récrier, invoker tous les monuments de l'histoire et tous les arguments de la politique pour réfuter mon assertion et nier tout d'abord l'unanimité de tout ce que je prétends constater. A ceux qui me parlent histoire et politique, je me borne à montrer l'Italie; au Bavarois qui régit contre l'idée de s'identifier avec la Prusse, je demande simplement s'il croit qu'en 1850 il y avait un Napoléon, un seul, qui eût jamais prévu que sa patrie serait, dix ans plus tard, la vassale du Piémont. Quant à l'argument du nombre, j'avoue volontiers que, en disant: l'Allemagne, je ne prétends pas dire la majorité numérique des Allemands; mais j'entends désigner la partie influente, remuante, mécontente de la nation; la bourgeoisie, les journalistes, les lettres, les aubergistes, toute cette foule obscure, mais active, qui prépare les révolutions et qui les accepte dès qu'un groupe de conspirateurs ou de flibustiers les a mis en branle. Je sais qu'il y a beaucoup d'Allemands très-patriotes et très-intelligents, qui ont horreur de l'absorption brutale dont ils sont menacés; je citerai entre autres les deux éloquents frères Reichensperger, au parlement de Berlin, puis le baron Gustavo de Lerchenfeld, l'orateur principal de la Chambre des députés de Bavière, qui a si énergiquement combattu les prétentions du *National-Verein* et du parti de Gotha. Mais, je suis fâché d'avoir à leur dire, à moins d'un réveil très-imprévu de l'ancien esprit germanique, à moins d'une transformation on ne peut plus improbable de l'opinion publique, ces champions intrépides de l'ancien droit et des véritables intérêts de l'Allemagne auront le même sort que Balbo et ses pairs en Italie. Ils seront dévoués, disgraciés et emportés par le courant démocratique. J'ai lu dans la capitale de la Bavière, celui des Etats allemands qui résistera le plus vaillamment à la piémontisation de l'Allemagne, ces paroles d'un journal qui circule librement dans toute la Confédération: "Si nous avions seulement un Cavour pendant six mois, l'Allemagne serait faite." Et je me suis rappelé le mot de Philopomen à un Achéen qui déclamaient contre la constitution fédérative de son pays: "Malheureux! est-ce donc si impatient de voir s'accomplir le destin de la Grèce?" Mais, quand on forme de pareils souhaits, on mérite de les voir écoutés, et nous vivons dans un temps où l'on trouve toujours quel qu'un pour exaucer des vœux criminels.

Par qui s'opérera cette transformation, laquelle est la conséquence logique et inévitable de l'unité italienne? Evidemment par la Prusse. C'est elle qui sera le Piémont de l'Allemagne. L'Europe en a déjà l'instinct, et cet instinct deviendra bientôt une certitude. A Dieu ne plaise que je veuille comparer à Victor-Emmanuel l'honnête et loyal roi de Prusse. Sa vie durant, loin de seconder le mouvement, il fera tous ses efforts pour l'entraver; mais, après lui, qui sait où l'on en sera? Et déjà il ne peut pas empêcher que tous les regards ne soient

(1) Le P. Gratry, la *Paix*.(2) Voir la *Question russo-polonaise et le budget russe*, par le prince Pierre Dolgoroukoff. Leipzig, 1861.

(3) Voir le très-curieux discours du général comte Ladislav Zamoycki à Londres, le 11 juillet 1861.

(4) 2 juillet 1861.

turnés vers lui, les uns pour courtoiser d'avance le futur César, les autres pour étudier le péril. En vue de cette éventualité si naturelle, le duc de Cobourg lui a déjà livré son armée; le grand-duc de Bade lui livre sa politique et sa diplomatie, tandis que le Hanovre et le Wurtemberg sont involontairement conduits à prendre une attitude de défiance qui appelle sur eux les colères de la presse unitaire.

Encore une fois, il faut voir toutes ces choses sur place, car les soins paternels de notre administration nationale nous préservent de toute atteinte trop grave de germanisme, et nous interdisent la lecture des journaux allemands les plus significatifs. Les Français, en si petit nombre, qui aimaient à se tenir au courant du mouvement des idées et des opinions en Allemagne, pouvaient autrefois se renseigner avec fruit dans la *Gazette d'Augsbourg*. J'ai usé de ce droit pendant vingt ans, sans me douter de son prix ni de son danger; et, sans approuver, bien s'en faut, toutes les tendances de ce journal, je lui saurais toujours gré des trésors d'information que je lui ai dus. Mais, depuis quelques années, les grands esprits qui, du haut de l'Olympe du ministère de l'intérieur et de la direction de la presse, président à la garde des *grands principes* de 1789, ont jugé à propos de nous interdire cette distraction dangereuse. Evidemment les principes de 1789 s'opposent à ce que cinq ou six Français comme moi se lient au point de puiser aux sources l'histoire des idées et des tendances contemporaines. Mais on se risque quelquefois à faire l'école buissonnière en échappant à de si vigilants précepteurs; et, dans une de ces escapades d'outre-Rhin, j'ai eu la chance de tomber sur le numéro de la *Gazette d'Augsbourg* du 3 juillet dernier. J'y ai lu en souriant une belle et bonne thèse sur l'incompatibilité naturelle, logique et radicale du germanisme et du césarisme.

J'ai bien vite reconnu la mes bonne Allemands, les Allemands de ma jeunesse, avec leur naïveté et savante crédulité. Quoi! vraiment, cher Germain, vous croyez que l'Allemagne répugne au césarisme? Mais dites-moi donc pour quel l'on rencontre le portrait de Napoléon Ier, sous toutes les formes, dans toutes les auberges de cette Allemagne qu'il a foulée de sa botte victorieuse pendant dix ans? et cela non-seulement sur la rive gauche du Rhin, mais sur la rive droite, et jusque dans cette ville de Brunswick, capitale des deux ducs qui se firent tuer, l'un à Iéna, l'autre à Waterloo, pour défendre contre leur patrie et leur couronne? Dites-moi surtout si les deux héros de l'Allemagne moderne ne sont pas Frédéric II et Joseph II? Et quoi de plus césarien que les guerres et les conquêtes de l'un, que les innovations et les usurpations de l'autre? Quoi! tous vos professeurs et (12) tous vos écrivains sont unanimes pour vanter à votre peuple ces deux hommes, et vous dites que ce peuple ne vaudra pas d'un César! Mais il n'y a pas un de vos publicistes démocrates qui n'évoque tous les jours un homme qui commencera par renverser tout ou confisquer tout au profit de l'idée dominante, puis qui se mêlera de tout, qui défera et referra, qui agira et qui pensera pour tous. Cet homme se présentera, gardez-vous d'en douter.

Que l'unité de l'Allemagne soit faite par ce César, ou que, selon la marche ordinaire des choses, ce César soit le produit naturel et légitime de l'unité allemande, peu importe. Cette unité se fera, on peut même dire qu'elle est déjà faite; l'Europe y a consenti d'avance le jour où elle a consenti à l'unité italienne. Reste à en déterminer les conséquences pour l'Europe. C'est sur quoi le *National-Verein* et ses acolytes semblent vouloir fermer les yeux; mais je suis convaincu que, au fond du cœur, en bons et loyaux *soldats de l'idée*, ils ont déjà pris leur parti. L'Allemagne, ramenée à l'unité et concentrée dans une seule main, ne gardera pas les limites qu'elle a aujourd'hui. L'Italie a dû livrer, pour prix de son unité, la Savoie et Nice; il ne faut pas que l'Allemagne croie qu'elle en sera quitte à si bon marché! *Scribatur ad narrantum, non ad probandum*. Je suis bien obligé de déclarer, en passant, que j'ai horreur de toutes ces annexions, puisqu'un journal anglais très-répandu, l'*Economist*, répété avec empressément par la *Presse*, m'a accusé, ces jours-ci, d'avoir dit que, selon moi, l'annexion de la rive gauche du Rhin serait pour la France un accroissement de pouvoir et de dignité qui ne réduisait désormais au silence! N'en déplaise à ces journaux, je suis au contraire de ceux qui ont reproché l'annexion de la Savoie, parce qu'ils y ont vu la raison de la spoliation du Pape; je suis de ceux qui ne voient de vraie grandeur et de vraie dignité pour une grande nation que dans le respect du droit et de la faiblesse, et dans le *territoire moral* que l'influence désintéressée de ses idées et de son exemple lui fait conquérir dans l'âme des peuples ses voisins. Mais je ne suis pas de ceux qui prennent leurs préférences ou leurs répugnances pour la loi des événements. Je sais très-bien que ce qui se prépare en Allemagne est aussi peu de mon goût que ce qui s'accomplit en Italie; mais je sais aussi envisager avec calme les conséquences de ce qui arrivera malgré moi, et, tâcher de les faire comprendre d'avance à mes amis. Quand on n'est que spectateur, il faut tâcher de n'être pas aveugle, afin de pouvoir lire et pleu-

rer à bon escient de ce que font tant d'acteurs, avengés volontaires, comme ces libéraux belges qui en reconnaissant le royaume d'Italie et en adhérant à l'absorption, par un voisin puissant, de cinq petits Etats indépendants, vont signer et parafier d'avance la suppression du royaume de Belgique.

Je dis donc que l'unité allemande aura pour résultat non-seulement un très-grand changement sur le Rhin, mais encore des changements non moins grands sur la Vistule, et que la Prusse, transformée en Allemagne, ne devra et ne pourra pas garder ce qu'elle a enlevé à la Pologne. Je dis que la Pologne, délivrée de l'étreinte de la Prusse, sera invincible dans la pression morale qu'elle exercera alors et qu'elle exerce déjà sur la Russie. Quant à la Galicie, elle est trop peu germanisée pour ne pas suivre d'elle-même le sort de la Poshanie. Ici j'applaudis d'avance à ce qui sera l'œuvre de la justice de Dieu et le plus éclatant hommage au double principe de liberté et de nationalité. Je joins de voir les révolutionnaires allemands démolir de leurs propres mains l'œuvre monstrueuse de leur précurseur Frédéric II, et travailler à la reconstruction de cette vaillante et catholique Pologne qui leur inspire tant de dédain. Je n'éprouve de ce côté qu'une seule crainte, celle de voir les Polonais, dans l'attente de ce qui se prépare, éprouver et témoigner d'avance trop de sympathies pour leur auxiliaires involontaires.

Je n'ai parlé jusqu'ici qu'avec admiration et confiance, parce que je n'ai parlé que du présent et du passé. Je ne réponds pas de l'avenir. Nul ne sait à quoi peut aboutir le mouvement polonais, abandonné par l'Europe religieuse et conservatrice, et exploité par la démocratie occidentale; il peut devenir la honte et le fleau du Nord, comme le mouvement italien, si glorieusement inauguré par Pie IX, est devenu, sous d'autres influences, la honte et le fleau du Midi.

J'exprime cette appréhension sous l'impression du souvenir douloureux que j'ai conservé du vote unanime des députés polonais au parlement de Berlin, en faveur de l'annexion de M. de Vincke, qui proclamait la sympathie des démocrates prussiens pour l'œuvre du Piémont en Italie. Je dirai ce que je pense de ce vote avec la franchise d'un dévouement désintéressé, et, comme disait M. de Maistre, avec la *colère de l'homme*. Ce vote a été plus qu'une faute, c'a été un crime. Ceux qui l'ont émis se sont rendus solidaires, involontairement sans doute, mais publiquement, de toutes les indignités qui accompagnent la destruction du droit ancien en Italie. Ils ont fait plus, ils ont donné un éclatant démenti à la cause de leur propre nationalité italienne; qui est aussi ancienne que celle-ci est nouvelle, aussi pure que celle-ci est souillée, aussi sainte et aussi légitime que celle-ci est coupable. Les Polonais, méconnaissablement dévoués à l'Eglise catholique, n'ont pas le droit de sympathiser avec une cause dont le principal héros, Garibaldi, traite publiquement cette Eglise « de la plus horrible des plaies, rendue chronique par dix-huit siècles de mensonges, de persécutions, de bûchers et de complots avec tous les tyrans (13). » Les Polonais, victimes irréprochables de tant de générations de bourgeois, doivent rougir de tout contact avec un peuple qui envoie Cialdini et Pinelli pour traiter le royaume de Naples comme les colonies infernales de la Convention traitaient la Vendée, et comme les généraux de Catherine II traitaient les compagnons de Kosciuszko. Je ne sais pas même si jamais les Russes, comme l'a fait Pinelli à Somma, ont fait fusiller des Polonais sans jugement et sans confession, en disant: *Ils se confessaient sous terre*.

Si les Polonais avaient le malheur d'approuver ce qui se passe en Italie, c'est-à-dire non plus la délivrance mille fois légitime du joug étranger, mais les attentats les plus révoltants au droit et à l'humanité, mais la destruction de la souveraineté séculaire du pape et de l'indépendance également séculaire des Deux-Siciles, ils justifieraient tout ce qui a jamais été fait contre eux. Ils absoudraient tous leurs oppresseurs. Est-ce que, par hasard, les Slaves russes n'ont pas tout autant le droit d'absorber les Slaves polonais que les Italiens du Piémont d'absorber les Italiens de Naples? « Comment voulez-vous, » écrivait le roi Joseph Bonaparte à Napoléon Ier, « que je fasse égorger la moitié de mes sujets pour me faire obéir par l'autre moitié? » Or, c'est là précisément la tâche qu'accomplit en ce moment Victor-Emmanuel: c'est celle dont la Pologne, plus qu'aucun autre peuple au monde, doit avoir horreur, à moins qu'elle ne veuille déshonorer sa propre infirmité.

Du reste, ces députés polonais ont regretté immédiatement leur châtiment, et c'est ce qui pouvait leur arriver de plus heureux; car il vaut mille fois mieux, pour des hommes gens égarés, être punis par l'heure que de séduire les âmes faibles par de coupables succès et d'être réservés pour de plus tardifs et de plus terribles jugements. Ils croyaient avoir acheté par leur complaisance la sympathie des démocrates prussiens; mais, lorsqu'ils ont voulu à leur tour faire passer un amendement favorable aux droits de leur pays, ils ont vu ce même M. de Vincke, sommé d'appliquer à la Pologne les principes italiens, se retourner contre ses complices de la veille, et leur prouver, en faisant rejeter leurs justes doléances par une majorité dédaigneuse, qu'il n'y avait rien de commun entre la cause polonaise et la cause italienne. Il avait raison; et, malgré eux, il leur a fait honneur et leur a rendu la justice qu'ils se refusaient à eux-mêmes.

Je me sens d'ailleurs rassuré contre cette aberration passagère de ces hommes

que je plains et que j'estime encore plus que je ne les condamne, par le souvenir de tout ce que j'ai vu dans leur pays, comme de tout ce que j'ai recueilli dans les enseignements de leurs chefs et de leurs oracles. J'en appelle de leur vaine et coupable illusion à ces paroles du prince Adam Czartoryski la dernière fois qu'il éleva la voix devant ses compatriotes exilés (14):

« Ne descendez pas, ô ma nation! de cette hauteur sur laquelle les peuples et les puissants sont forcés de te respecter... Au milieu de tes cruelles douleurs et du désespoir vers lequel te poussent la trahison et la violence, rejette les tentations de la colère, ne t'abaisse pas à des combats indignes de toi, qui ne feraient qu'accroître tes maux, si même ils ne consommèrent pas entièrement ta ruine. Souviens-toi qu'il faut plus d'héroïsme pour aller à la mort en décaillant sa poitrine que pour défendre sa vie le glaive à la main. La plus grande force sur cette terre consiste à ne pas tenir à la vie. Avoir cette force, et en même temps être doux et généreux, étranger à toute idée de vengeance, à tout projet de nuire, même à son ennemi, c'est la vertu par excellence et la véritable raison politique. Ferme surtout ton cœur à l'orgueil, car il abaisse et avilit les mouvements les plus nobles; mais sache, ô peuple polonais! que c'est dans l'élévation de tes sentiments, dans la grandeur de tes vertus, que résident et ta force actuelle et les espérances pour l'avenir. Le martyre pour la foi et la patrie annonce toujours la victoire, car il élève la victime également devant Dieu et devant les hommes. Il n'est pas donné aux hommes de prévoir les événements, surtout quand les faits dont nous sommes témoins sont d'un ordre aussi élevé. C'est la Providence qui a aujourd'hui éclairé et inspiré la nation; c'est d'elle que nous devons attendre du secours, et ce secours ne nous manquera pas. »

J'en appelle encore à ces paroles, les plus éloquentes peut-être que la douleur et la foi aient jamais inspirées, et que la Pologne a recueillies des lèvres de son poète national, Sigismond Krasinski, dont le nom se trouve sur toutes les lèvres, les vers dans toutes les mémoires, et qui a conquis, depuis sa mort, la plus touchante et la plus légitime des popularités:

« Seigneur, ce que nous te demandons, ce n'est pas l'espérance, parce qu'elle tombe déjà sur nous comme une pluie de fleurs; ce n'est pas la mort de nos ennemis, cette mort est écrite sur les nuages de demain; ce ne sont pas des armes, car tu en as mis dans nos âmes; mais nous te demandons de nous donner une intention pure au fond de nos cœurs. Oui, Saint-Esprit, toi qui nous enseignes que la plus grande puissance, c'est la force du sacrifice, que la plus grande raison, c'est la vertu, fais que nous puissions par l'amour entraîner les peuples vers le but que nous poursuivons. »

Et plus loin:

« Faut-il donc être meurtrier avec les meurtriers, criminel avec les criminels? Faut-il mentir, tuer, haïr, blasphémer? Le monde nous crie: A ce prix, à vous la puissance et la liberté, sinon rien! Non, mon âme, non; pas avec ces armes! Le poids du sacrifice peut seul écraser à son tour le sort qui nous écrase... Oh! non, ma patrie, sois plutôt la patience qui enseigne comment on élève l'édifice pierre à pierre; sois l'inflexible volonté et l'humble recueillement qui prépare la voie future; sois le calme dans la tempête; sois l'harmonie au milieu des cris de discorde; sois l'éternelle beauté au milieu des laideurs; sois, pour les lâches et les pharisiens, le silence accablant qui meprise; sois pour les faibles la force qui relève les courages; sois l'espérance de ceux qui perdent le courage. Dans ton combat contre l'ennemi de ce monde qui se dresse contre toi, sois cette force tranquille et aimante contre laquelle l'ennemi ne prévaudra jamais (15). »

Emu et enflammé par ces accents sublimes, qui n'ont, Dieu merci, rien de commun avec la théorie ou la pratique des Cavour et des Garibaldi, j'écarte toute sombre prévision et je sens mon cœur inondé d'une inébranlable confiance dans l'avenir d'une nation qui produit des âmes de cette trempe. Et, par un légitime retour sur notre propre passé, à nous, amis fidèles et malheureux de la liberté honnête et modérée, de la liberté politique et religieuse en France et dans le monde, je dis que nous n'avons pas failli lorsque, dans les temps d'aujourd'hui si décriés de la souveraineté parlementaire, nous avons fait servir la tribune de piédestal à la justice pour lui arracher un verdict contre l'oppression de la Pologne. Nous n'avons pas failli quand nous protestions solennellement, à l'aide de la publicité la plus sincère et la plus complète qui ait jamais existé, pour le droit contre la force, quand nous luttions contre l'indifférence et l'oubli, quand nous entretenions la flamme sacrée de l'indignation des hommes gens, quand nous empêchions la prescription de s'établir au profit de l'iniquité. Malgré les méprisables dédains dont nous couvre aujourd'hui une presse d'antichambre, nous n'avons rien à regretter. Cette parole célèbre: *La nationalité polonaise ne périra pas*, descendue il y a trente ans du haut du trône constitutionnel, est plus que jamais une vérité. Cette parole, que je répétais alors avec l'ardente inexpérience de la jeunesse, je la renouvelle aujourd'hui avec la conviction enracinée de l'âge mûr. Oui, la Pologne renaîtra. Elle a déjà revécu. Elle a révélé un monde son existence par une victoire morale dont son histoire, dont l'histoire contemporaine n'offre pas un second exemple. Les événements de Varsovie sont une bataille gagnée. Je comprends le deuil que j'ai vu par-

tout; mais ce ne sont pas des victimes, ce sont nos vainqueurs que l'on pleure. La Pologne revivra par eux et comme eux; qu'elle sache seulement rester elle-même. Qu'elle n'ait personne. Qu'elle ne se fie ni aux tribuns ni aux Césars. Qu'elle ne fasse jamais rien qui lui ôte la sympathie des hommes gens, des âmes chrétiennes. Cette sympathie est souvent, est longtemps impuissante; mais toute cause à laquelle elle manque est condamnée à périr dans l'ignominie. Salut donc, ô chère et noble Pologne! si Dieu prolonge ton épreuve, c'est pour te rendre plus digne d'une glorieuse émancipation. Salut, Niobés des nations! Salut et espoir, comme au type immortel du droit, de l'innocence, de l'infortune, mais aussi de la force, de la vraie force, de la force morale, la seule qui mérite d'être servie et admirée ici-bas!

Ch. de MONTALEMBERT.

CANADA.

QUEBEC. 25 SEPTEMBRE, 1861.

Le *Journal de Québec*, la feuille autorisée, a singulièrement baissé de ton. On n'y rencontre plus encore les formes polies de la discussion ni la moindre idée des convenances, mais enfin, il y a moins de grossièretés, moins d'injurieuses personnalités, et c'est un progrès. Pour le fond, l'article d'hier n'est d'ailleurs qu'une seconde édition fort adoucie de l'article de samedi. On affecte bien d'avoir la petite prétention de nous ramener à la question, comme si nous en étions jamais sorti; on affecte bien encore de nous traiter d'étranger, mais ce sont là les derniers hoquets d'une vanité froissée, et il n'y a pas lieu de s'en scandaliser fort. Notre article de vendredi est et reste donc inattaquable.

Quant aux 4 à 500 Français venus en Canada pour s'y établir, le *Journal de Québec* fait semblant d'insister fort pour savoir quelles sont les sources authentiques auxquelles nous avons puisé nos renseignements. Notre langage a été assez clair, ce semble, pour qu'il ne fût pas bien difficile au *Journal de Québec* de reconnaître les sources dont nous entendions parler. Le *Journal* connaît ces sources, et, s'il a un si vif désir de savoir la vérité, il peut y aller, et tous les renseignements qui nous ont été donnés lui seront donnés. Il ne nous paraît pas séant d'ailleurs de jeter au milieu de cette polémique le nom de la personne honorable à laquelle nous faisons allusion, et, quoique fasse le *Journal de Québec*, il ne pourra nous amener à manquer à ce point aux plus vulgaires convenances. S'il ne sait réellement pas de qui nous voulons parler, nous sommes prêt à lui donner prudemment le nom de cet honorable personnage.

Le *Journal de Québec* fait toujours résonner fort notre qualité d'étranger, et il espère ainsi en imposer aux sots; laissons-lui donc cette consolation. Qu'il nous soit permis pourtant de lui faire une simple question:

Deux Français, dès leur arrivée pour ainsi dire en Canada, M. de Fenonillet et M. Vidal, n'ont-ils pas successivement, et au grand contentement de M. Cauchon et compagnie, rédigé un certain journal de Québec qui a aujourd'hui un rédacteur-ministre?

MORALE.—Un Français peut, dès son arrivée en Canada, rédiger le *Journal de Québec*; il fait bien, très-bien, il fait œuvre pie, et il a tout naturellement des choses une science infuse.

Un Français, qui a quelque cinq ans de séjour en Canada, ne peut et ne doit rédiger le *Courier du Canada*: il fait mal, très-mal; il n'est qu'ignorance sur toutes choses, et le mieux qu'il puisse faire, c'est de retourner bien vite en France manger son pain canadien.

PATRIOTISME.—Adorez M. Cauchon; employez votre rhétorique à célébrer son génie et ses hauts faits; n'oubliez pas de montrer qu'il a toujours eu un respect grand pour tous les hommes publics du Canada et spécialement pour ses collègues actuels du ministère; ajoutez que soit au port soit hors du port, sans jamais dévier d'une ligne, il a toujours, et avec la plus humble sincérité, professé les mêmes maximes;—et vous serez heureux, et vous pourrez manger votre pain canadien en Canada: Ainsi-soit-il!

Nous sommes heureux d'apprendre que « l'on sera content » quand le gouvernement, *tel qu'il est aujourd'hui constitué*, « aura complètement développé sa politique à l'endroit de l'immigration et de la colonisation. »

Le *Journal* daigne reconnaître que nous avons le droit de demander des agents d'immigration catholiques, et cela n'est point indifférent, car ceux qu'on a nommés jusqu'ici sont généralement imprégnés d'une forte odeur de protestantisme, et les immigrants qu'on est parvenu à diriger sur le Canada exhalent à peu près tous la même odeur. De plus, le *Journal*, au travers de ses phrases solennelles, mystérieuses et alambiquées, laisse assez percevoir qu'il n'est point dé-

vorable à l'idée de créer un ministre spécial chargé des grands intérêts de la colonisation et de l'immigration dans le Bas-Canada. C'est là tout ce que nous demandons pour le moment, et, s'il en est ainsi, nous nous consolons aisément des grossières injures du *Journal de Québec*.

En attendant, que l'opinion publique ne s'émouille pas, et que, touchant ces graves intérêts, elle se manifeste partout hautement.

Division Trent.

Aux dernières nouvelles le Maître Général des Postes, M. Smith avait une majorité de 134 voix sur son antagoniste M. Tint.

Comte Laval.

A la clôture de la première journée de votation, M. Morin avait une majorité de 48 voix sur son antagoniste M. Bellerose. Nous n'avons pas reçu de nouvelles depuis de l'état des polls.

Ordnations.

Samedi, 21 du courant, Mgr l'Administrateur a conféré les ordres mineurs à M. F. X. Guay, le sous-diaconat à M. Antoine Chouinard, le diaconat à M. L. Aug. Gauthier, et la prêtrise à MM. F. X. Méthot, Nap. Maingui et Jean Chaperon. Dimanche, 22 du courant, M. Ant. Chouinard a reçu l'ordre du diaconat.

Aux Correspondants.

Un *Ami de la Colonisation* est arrivé trop tard pour paraître aujourd'hui: à vendredi.

A vendredi également *Un Patriote sincère*.

Etats-Unis.

Deux combats assez animés ont eu lieu dernièrement entre les troupes du Nord et celle du Sud, dans le Missouri. Dans ces deux rencontres les troupes du Nord ont été battues et ont essuyé des pertes considérables.

Les troupes du Sud se concentrent toujours sur le Potomac. L'armée qui menace Washington actuellement s'élève à 185,000 hommes.

Le Comte de Paris et le Duc de Chartres, les deux fils du Duc d'Orléans, arrivés dernièrement aux Etats-Unis, avec le Prince de Joinville leur oncle, ont pris service hier, dans l'armée des Etats-Unis comme aides-de-camps du général McClellan.

On s'attend toujours à une prochaine bataille sur le Potomac.

Revue européenne.

Les navires à vapeur *Saxonia* et *Persia* sont passés, le premier à Cap Race et le second à St. Jean de Terre-Neuve. Les nouvelles d'Europe que nous apportent ces deux navires sont de huit jours plus récentes que celles reçues par le dernier vapeur.

Il paraît que la question de l'envoi de nouveaux renforts de troupes en Canada est regardée d'un plus ou moins bon œil en Angleterre; c'est du moins ce qui ressort de la différence d'opinion des journaux anglais sur ce sujet. Cependant le gouvernement paraît décidé à poursuivre activement l'armement de l'Amérique anglaise et les trois régiments dont nous annonçons dernièrement, sur la foi du *Times*, le prochain envoi en Canada, se préparent à s'embarquer, si on en croit les nouvelles apportées par le *Persia*. En attendant, des navires chargés de munitions de guerre de toutes sortes laissent les ports anglais pour Québec et Halifax.

Le *Times* commence à se dérider depuis qu'il a appris que les balles de coton pouvaient encore arriver saines et sauvées en Angleterre, en dépit du blocus; et ses articles sombres sur la guerre fratricide ont peu à peu cédé la place à des articles humoristiques sur la question yankee. D'un autre côté le célèbre correspondant du *Times* aux Etats-Unis, M. Russell, à l'air de se mordre les pouces d'avoir un peu lestement apprécié la valeur de l'armée du Nord, et aujourd'hui les paroles lui manquent pour exprimer l'admiration qu'il a pour les vaincus de Bull's Run. Ce brusque changement est d'ailleurs pardonnable; M. Russell a vu de si près combien il est dangereux aux Etats-Unis, par le temps qui court, de déplaire aux autorités fédérales!

Le Prince de Galles est parti pour la Prusse. Il doit assister à de grandes manœuvres militaires qui vont être exécutées sur le Rhin.

Il paraît que le Duc de Clarendon va représenter l'Angleterre à la cérémonie du couronnement du Roi de Prusse. En France, la réponse du gouvernement papal à la circulaire du baron Ricasoli que nous avons publiée dans notre

avant dernier numéro, a produit une assez forte sensation. La *Patrie* dit que toutes les puissances, sans exception, reconnaissent la vérité des allégations faites par le gouvernement papal, dans ses protestations contre les assertions du ministre de Turin. Le *Constitutionnel* dit, en commentant la réponse du gouvernement papal, que la mission des autorités françaises dans les Etats Pontificaux est de faire respecter l'intégrité des domaines du Saint-Siège et de maintenir la neutralité en s'opposant à l'entrée de toute bande armée sur les frontières pontificales. Que vont dire les journaux extralittéraires et le *Siècle* entre autres?

Une expédition composée de navires de guerre anglais, français et espagnols va bientôt partir pour le Mexique. Depuis l'avènement de Juárez à la Présidence de la République Mexicaine, tout n'a pas été pour le mieux au Mexique; et aujourd'hui l'état des choses est assez déplorable pour justifier une intervention des puissances les plus immédiatement intéressées à la prospérité de ce malheureux pays.

L'entrevue de l'Empereur Napoléon avec le roi de Prusse est remise à une date encore ignorée.

Le *Moniteur* contredit la rumeur de l'augmentation de la marine française, rumeur mise en circulation par le *Pays* de Paris.

L'encaisse de la Banque de France s'est augmentée de neuf millions de francs depuis un mois.

En Italie, les affaires sont toujours dans le même état. L'anniversaire de la rentrée de Garibaldi à Naples a été célébrée avec pompe à Naples et dans le Piémont. Cette fête a fait une petite diversion aux horreurs que commettent, dans les provinces napolitaines, les bourgeois de Victor-Emmanuel, au nom de l'unité italienne.

Le *Giornale di Roma*, a flétri comme elle le mérite la circulaire du baron Ricasoli. Il déclare que le passage de la circulaire, relatif au gouvernement pontifical, est une calomnie et qu'il serait indigne de la dignité du Saint-Siège d'y répondre.

Les petites excursions partielles faites par les piémontais sur le territoire romain ont engagé le général de Goyon à veiller de plus près sur les frontières. Le général de Goyon vient de signifier aux troupes d'occupation qu'elles devront repousser par la force toute invasion armée des places occupées par des détachements français.

L'empereur du Brésil a reconnu le royaume d'Italie.

le coup, admettre que celui-là, du moins, n'y entend pas malice.

En Autriche, l'Empereur, en dépit de son titre de roi de Hongrie, a peine à empêcher une révolte chez les turbulents hongrois. Les concessions que François-Joseph leur fait tous les jours n'ont eu pour résultat que d'augmenter leur hardiesse et leurs exigences. La réunion de la Diète hongroise est annoncée pour le 1er Décembre; François-Joseph aura bien du bonheur s'il peut d'ici ce temps tenir tête aux sordes menées qui finiront peut-être par enlever la Hongrie à la couronne autrichienne.

En Turquie, on s'occupe activement de la révolte des Monténégrins. Des corps de troupes assez considérables ont été envoyés contre les rebelles qui se sont retranchés dans les montagnes. Le gouvernement Turc, dans l'état de délabrement où il se trouve aujourd'hui, n'avait pourtant pas besoin de ce nouvel embarras.

En Syrie la tranquillité paraît complètement rétablie; mais il ne faut pas se fier à ce feint évanouissement du fanatisme musulman; à un moment propice, il peut se réveiller avec un redoublement de fureur.

De la Chine et des Indes rien de nouveau.

Arrivée du Jura.

Le navire à vapeur *Jura*, de la ligne Canadienne est arrivé hier soir dans le port de Québec. Les nouvelles qu'il apporte sont d'une date antérieure à celles apportées par le *Saxonia* et le *Persia*, et sont par conséquent sans intérêt.

On lit dans le *Tran-Canada*:

Nous apprenons qu'un grand nombre de nos compatriotes s'établissent dans les townships de Hereford et Auckland. Il n'y a que peu de terres maintenant à vendre dans Hereford. Les colons s'établissent dans Auckland, surtout depuis qu'il se fait un chemin de colonisation dans ce township. La plupart des colons sont fils de riches cultivateurs du ci-devant district de Montréal.

Si nous sommes bien informés, nous aurions un nouveau grief contre le gouvernement, relativement à ces nouveaux établissements. La colonisation a été encouragée par plusieurs membres du parlement et du clergé, qui ont engagé les colons de s'établir dans le township d'Hereford qui n'est qu'à une petite distance de *Coaticook*, une des stations du chemin de fer du Grand Tronc. Par cette

(13) Lettre du 16 juillet 1851, à madame Dora d'Istria.

(14) Discours du 3 mai 1861.

(15) *Psalmes de l'Avenir*.

voie de communication la colon arrive sans trop de frais à Herford. Comme la plupart des terres sont prises dans Herford, les colons s'établissent maintenant dans le township d'Auckland, voisin du township d'Herford: le gouvernement fait faire un chemin qui communique de Herford à Auckland, ce qui facilite la colonisation dans ce dernier township. Toutes les terres du premier rang d'Auckland ont été achetées par des colons canadiens dans quelques semaines seulement; mais ceux qui sont alarmés du bon esprit qui anime nos compatriotes, ont eu que le meilleur moyen d'arrêter le progrès de la colonisation, serait de commencer un chemin de colonisation qui partirait du township de Bury, et qui traverserait les townships de Hampden et de Bury, pour se terminer près du chemin de colonisation d'Auckland. Il est facile de comprendre que les colons, qui viennent, pour la plupart, du même district et des mêmes paroisses, préfèrent s'établir dans la même localité.

Si les terres des townships de Hampden et de Bury sont propres à la culture, comme nous n'en doutons pas, pourquoi ne pas continuer le chemin de colonisation du township d'Auckland, en traversant par les townships de Hampden et de Bury? Ce ne serait qu'un acte de justice pour nos compatriotes.

Nous apprenons avec plaisir que plusieurs membres du clergé, les zélés partisans de la colonisation, viennent d'écrire à ce sujet, à l'hon. M. C. E. Carter, procureur-général, espérant qu'il sera leur interprète auprès de l'hon. M. Vankeghem, ministre des terres de la couronne.

Nous mettrons nos lecteurs au courant du progrès de la colonisation dans ces nouveaux townships. Espérons que le gouvernement se fera un devoir de ne pas paralyser le zèle de ceux qui travaillent activement au progrès de la colonisation et à faire le bonheur de leurs compatriotes. — (Communiqué.)

Jérôme Ulloa et lord Palmerston.

Le général Jérôme Ulloa a adressé à lord Palmerston la lettre suivante:

Mylord,

On n'a pas dû être peu surpris d'entendre la réponse de Votre Seigneurie à sir G. Bowyer, dans la séance du 3 août, au sujet des hommes et des événements du royaume de Naples: c'est la première fois, Mylord, que les agents employés par l'Angleterre, qui furent toujours intelligents et exacts dans leurs rapports, se trompèrent ou furent trompés ou même encore voulurent vous tromper, de manière que, dans l'ignorance des faits ou ne les connaissant qu'imparfaitement, le courage et la persévérance que vous avez toujours montrés dans vos opinions préconçues devaient vous manquer.

Le silence, qui a accueilli vos paroles à la Chambre, prouve de la manière la plus évidente ce bon sens politique, œuvre de plusieurs siècles de gouvernement national, devenu la qualité éminente de vos compatriotes.

Il s'avent, à l'occasion, faire faire même les sentiments les plus généreux et les plus humains, pour peu qu'ils prévoient qu'ils peuvent nuire ou embarrasser la politique de leur pays. Sans cela, à quelle réponse Votre Seigneurie ne se serait-elle pas trouvée exposée!

Vous, Mylord, de ce que Garibaldi est entré presque seul à Naples, en présence d'une garnison, vous en déduisez la volonté des Napolitains à l'accueillir. A ce propos, je dois, avant tout, vous rendre grâce de ce que vous, en homme de grande expérience, n'avez pas dit un seul mot d'insuffrage universel: les membres de la Chambre auraient souri entre eux comme les augures de l'antiquité. Mais comment se fait-il que vos agents vous aient laissé ignorer la protestation et la manifestation royal, par lesquels le roi annonçait son départ de la capitale, pour ne pas l'exposer aux horreurs de la guerre?

Comment se fait-il encore qu'on ne vous ait rien dit de l'envoi à Garibaldi du maire de la ville de Naples et du général commandant la garde nationale, pour qu'il entrât pacifiquement? De la sa sùreté. La garnison devait, par ordre du roi, d'accord avec la garde nationale, préserver la ville du sang et du carnage, et lord Elliot aurait bien dû vous dire avec quelle discipline ces soldats, après s'être conformés à ces instructions, passèrent, le 9 septembre, dans les rues les plus peuplées de la capitale, et allèrent se réunir à leurs camarades à Capoue. Tout le monde connaît quel fut, par la suite, l'accueil que ces mêmes soldats firent sur le Volturno à Garibaldi et à ses hommes. Les acclamations du peuple! Mais votre seigneurie, très savante sur l'histoire, sait combien il est facile et par quelle voie on puisse un peuple jusqu'au délire. Il n'y a presque pas de ville en Europe qui n'ait retenti de cris frénétiques, et votre Seigneurie n'ignore pas quelles sont les classes qui peuplent les rues dans les moments de tumulte et de mouvements politiques; et vous pouvez bien vous faire une idée des acclamations qui auraient retenti à Londres, si la tentative Goudon ou des autres qui l'imitèrent par la suite eût été pour un instant couronnée de succès. Les acclamations à Garibaldi furent les mêmes que celles prodiguées à Naples à lord Nelson, par ce peuple qui ne pouvait pas prévoir que, peu de temps après, le vainqueur d'Aboukir ne se serait montré satisfait que lorsque Troubridge l'aurait assuré de "pensaient d'un grand nombre de "personnes marquantes." Ce même peuple, après avoir combattu, pendant trois jours de suite, les Français et le général Champannet, les accompagnant en triomphe le lendemain, et faisait retentir les cris de Vive la République!

Votre seigneurie prodigue aux pen-

ples insurgés du royaume le nom de brigands! Mais ce nom est d'origine française, mylord, et quand les Français le donnaient aux insurgés de ce même peuple, vers la fin du dernier siècle et au commencement de celui-ci, la presse et la tribune anglaise les appelaient les hommes forts, indépendants et même des héros. Les brigands, mylords, étaient alors armés et approvisionnés par les généraux anglais; ils étaient caressés et choqués; ils couraient çà et là sur leurs bâtiments, ils prenaient place à la table des généraux et amiraux anglais, et les soldats de Stuart ne dédaignèrent pas de les avoir à leurs côtés dans les luttes de l'insurrection calabraise. Le capitaine Troubridge, dans ses rapports, donnait le titre de *gracioso compagno* à Giuseppe Vitella, qui n'était pas le plus humain des ces insurgés.

L'histoire, mylord, ne confirme pas toujours les jugements des contemporains, et Votre Seigneurie n'ignore pas de quel nom elle a honoré les insurgés espagnols et tyroliens auxquels on donnait le même titre de brigands dont on gratifie aujourd'hui, comme alors, les insurgés napolitains, et comme si ce nom ne disait pas assez, Votre Seigneurie s'empresse de rappeler les exploits de ces voleurs de grands chemins avec tant d'exactitude que la Chambre a dû sourire de votre doctrine. Non, mylord, les insurgés napolitains ne sont ni des *Cartouches* ni des *Maudrins*, et vous avez été induit en erreur par les souvenirs des *Bottly-Boys*, par la ressemblance qui existe entre le royaume de Naples et l'Irlande. Votre Seigneurie, cependant, n'ignore pas que c'est pour la même cause que ces brigands sont, les armes à la main, que l'aristocratie napolitaine, les plus hauts dignitaires ecclésiastiques, civils et de la magistrature, les hommes les plus honorés dans la littérature et les sciences erraient depuis un an en Europe, en pleurant sur le malheureux sort de leur patrie. Vous n'ignorez pas que tous les jours, les militaires de tous grades, colonels, généraux sans exception, civils, emprisonnés, que les notabilités du clergé sont attachées à leurs églises et à leurs troupes, traînées en triomphe à travers les rues, et jetées dans les cachots les plus horribles. Vous déplorez le sang et les incendies qui dévastent ce royaume, n'agissez le jardin du monde, mais nous pourrions dire: "Que celui qui n'est pas coupable "jette la première pierre."

Que de fois n'avez-vous pas dû frémir, mylord, en songeant aux vols, aux pillages, aux incendies, aux tueries qui, dans l'année 1869, laissèrent de si longues traces en Irlande, envahie de la soldatesque et des bandes armées (*armed peasantry*); au carnage et aux exécutions militaires de l'Ecosse dans le dernier siècle, et votre âme si noble a dû être certainement frappée par les terribles scènes du Canada et des Indes. Les faits de Leinster, comme Saint-Denis, Delhi, ressemblent, mylord, et non par la faute des insurgés napolitains, à ceux de Morée-Falçione, Anletta et du Gargano.

La statistique publiée jusqu'à aujourd'hui des fusillades, des massacres, des arrestations, des incendies de maisons et de villes entières, du pillage des églises, rempli déjà le monde de compassion et de pitié, et Votre Seigneurie sera sans doute terrifiée en songeant qu'on ne peut calculer jusqu'où front ces cruautés sauvages, lorsque tout un royaume entier est devenu une Vendée.

Vous avez confiance, Mylord, dans la fermeté et l'humanité connue de Cialdini et de Pibelli, pour rendre le calme aux régions montagneuses du royaume, mais Votre Seigneurie sait bien qu'il n'y a pas de différence de condition topographique, et que la lutte est vive dans toutes les provinces du royaume, dans les Abruzzes, les Calabres, Avellino et la Basilicate, provinces montagneuses, aussi bien que dans les Pouilles et la Terre de Labour, qui sont de vastes plaines, et jusque dans lieux qui sortent de près et enlacent la capitale.

Fasse le ciel, Mylord, que les générations futures arrivent un jour à lire les instructions et les conseils donnés au cabinet de Turin; et qu'ils ne les trouvent pas semblables à celles que nous lisons aujourd'hui avec horreur dans la correspondance de Nelson, et ont obscurci la gloire et la triomphe du vainqueur d'Aboukir et de Trafalgar.

Votre Seigneurie attribue l'insurrection napolitaine à celui qui se trouve en sûreté à Rome. Mais celui qui vit tranquillement à Rome aujourd'hui lutait, il n'y a que quelques mois, au milieu des horreurs d'un bombardement épouvantable et mortel, et alors, s'il eût voulu ou pu, pendant qu'il possédait encore une partie du royaume, des places fortes, une armée et des armes, provoquer une révolution à Naples, il n'en aurait pas rendu la conquête si facile aux Piémontais et le bombardement sans dangers. L'insurrection est commencée, lorsque les places étaient rendues, l'armée napolitaine dissoute, et la manière même comme elle agit, sans aucune règle, sans le moindre plan arrêté, sans aucun chef militaire, prouve à l'évidence que le peuple s'est soulevé, non pas par insinuation, mais par l'élan d'une fièvre et généreuse indignation.

Vous assurez que le gouvernement de Sa Majesté Britannique ne prendrait aucune part dans les affaires du royaume, et bien! Votre Seigneurie observe religieusement le principe de non-intervention. Aussi les obstacles mis à l'attaque des bâtiments napolitains à Marsala, les honneurs rendus à Garibaldi à Palermo par la marine anglaise, le transport d'armes et d'hommes sur les vapeurs anglais, l'arrivée accidentelle des troupes anglaises à Capoue, l'arrivée inattendue et sans raison du *Renard*, le jour même que l'escadre sarda partit pour attaquer Gaète, peu de jours avant l'attaque du Garigliano, et la destruction de

Mola ne peuvent être que l'ouvrage d'une volonté privée, et c'est peut-être la même volonté privée qui a fait opérer le débarquement des troupes anglaises à Castellamare.

Mais après des faits si tristes et si déplorables, Votre Seigneurie ne peut s'empêcher de reconnaître les immenses bienfaits que le royaume de Naples a retirés de son annexion au Piémont! N'est-ce pas le gouvernement britannique qui disait aux annexionnistes italiens, à propos de Malte qu'ils convoitaient: "Les Maltais ne veulent pas de vous?" Vous avez donné assez de preuves, les évêques exilés, les églises dépillées, les couvents volés, etc., constituent des preuves suffisantes de votre gouvernement dérogé, usurpateur de droits incontestables et sacrés.

Nous sommes convaincus, mylord, qu'il n'y a pas et qu'il ne peut y avoir deux poids et deux mesures dans la politique anglaise, et nous devons croire que c'est n'est que par simple ironie que Votre Seigneurie a parlé des franchises constitutionnelles dont Naples va jouir. Le peuple de Naples et de Sicile, mylord, serait un peuple vraiment unique, non pas dans le cas énoncé par Votre Seigneurie, mais si lorsqu'il voit, par l'œuvre des Piémontais et les moyens les plus faux et lâches, son indépendance et son autonomie perdues; ses lois changées, sa religion foulée aux pieds, son armée dissoute, sa marine dispersée, ses arsenaux et ses établissements détruits, le royaume livré à la misère, aux incendies et à la ruine complète, et s'il ne se fortifiait pas dans le sentiment national qui l'anime en ce moment, et ne combattait avec courage et persévérance en criant toujours plus haut: Dehors les Piémontais, dehors les oppresseurs.

J'ai confiance que Votre Seigneurie voudra bien me pardonner la liberté que j'ai prise et voudra croire que, sans le respect que j'ai pour sa haute intelligence et réputation, je ne me serais pas permis ni donné la peine de relever ce qu'elle a cru devoir manifester au sénat britannique.

Veuillez bien me croire plein de respect, de Votre Seigneurie, Mylord, le très-humble et très-dévoté admirateur,

Le général Jérôme ULLOA.

Rome, 14 août 1861.

Correspondance.

ST. SAUVÉUR, le 27 septembre 1861.

Monsieur le rédacteur.

En parlant vendredi dernier de l'incendie qui avait eu lieu, la veille, à St. Sauveur, on a omis quelques détails qui, je crois, auraient intéressé vos lecteurs. Comme de coutume, en semblable circonstance, on a eu à mentionner des actes de générosité et de dévouement qui honorent non seulement leurs auteurs, mais encore les sociétés où ils se produisent. On cite entre autres les nommés Nadeau et Morin qui, tout le temps de l'incendie, se sont exposés, avec la plus grande abnégation, pour préserver la maison de M. Gingras du brasier qui, à deux ou trois pas au plus, consumait la maison de l'important Villeneuve. Ce Morin, dont je regrette de ne pas connaître le prénom, s'est tout fait remarquer. Debout, pour ainsi dire au milieu des flammes, il combattait avec le plus grand sang froid le feu dévastateur. Plusieurs fois sa cravate, sa chemise et ses pantalons prirent feu, mais rien ne réussit à lui faire abandonner le poste d'honneur où il était. Il se contentait de crier à quelqu'un des assistants de lui lancer de l'eau, et continuait comme si rien n'avait été. Aussi deux officiers anglais qui étaient accourus sur les lieux du sinistre, restèrent-ils jusqu'à la fin; puis, quand Morin s'en retournait, ils s'approchèrent de lui, et, ne pouvant, à cause de l'ignorance de la langue française, lui adresser de bouche leurs félicitations, lui vidèrent dans la main le contenu de leur bourse. Ces faits sont, ce me semble, trop honorables aux uns et aux autres, pour les laisser passer sous silence. Ils servent, du reste, à tempérer les pensées de tristesse qui accompagnent toujours les accidents de ce genre, surtout quand ils sont, comme on a lieu de le craindre dans ce cas, l'effet de la malveillance.

UN DE VOS ABONNÉS.

FAITS DIVERS.

UNE BONNE JOURNÉE POUR LA DOUANE.—Lundi les officiers de la Douane ont collecté des droits, sur les navires entrés depuis samedi dans le port, pour le montant de \$7,600. Ce chiffre est assez rond.

EXÉCUTION.—Un journal d'Halifax dit que le 12 du courant deux marins de l'escadre française stationnée dans les eaux d'Halifax, ont été pendus aux verges du vaisseau *La Foudre*. Il paraît que ces deux malheureux s'étaient rendus coupables de meurtre sur la personne d'un des officiers de la *Foudre*. Un des deux meurtriers était un noir de la Martinique.

—On a trouvé dernièrement sur la rivière Gaïneau le corps d'un Italien du nom de Emmanuel Cupela, qui s'est, paraît-il, noyé accidentellement.

—Nous voyons par les journaux anglais de la semaine dernière que les vastes casernes de Chamilly érigées en 1812-14 et rebâties en 1837-38 vont être occupées de nouveau par les régiments actuellement stationnés à Beauharis, Cornwall et la Rivière Rouge. Des provisions ont déjà été envoyées par le Commissariat de Montréal. — (L'Ordre.)

—Nous apprenons avec beaucoup de plaisir que l'hon. M. Chauveau a acheté bon nombre d'exemplaires de la première partie du *Cours de l'histoire du Canada* par M. Ferland, et l'*Abrogé de l'histoire du Canada* par M. Garneau, dans le but d'en faire des livres de prix pour nos écoles. Il serait à souhaiter que toutes les maisons d'éducation suivissent cet exemple d'encourager nos

compatriotes, de rendre justice à leur mérite, et, par là, de donner une nouvelle expansion à la littérature canadienne. — (L'Ordre.)

EFFRAYANTE EXÉCUTION.—James White devait subir la peine capitale à Salem, Illinois, pour le meurtre d'Andrew J. Applegate. Anxieux que les préparatifs préliminaires eurent été complétés, le public, qui s'était rendu sur la place pour assister à ce terrible spectacle, fut profondément ému en apprenant que le meurtrier White était en possession d'un bout de chaîne et qu'avec cette arme il en menaçait tous ceux qui tentaient de pénétrer dans sa cellule. C'était une chaîne du genre de celles avec lesquelles on attache les bœufs; il avait été jugé nécessaire de la fixer au plancher de sa cellule, pour enchaîner les prisonniers récalcitrants, mais White, avec un effort presque surhumain, avait réussi à l'enlever avec l'anneau, qui mesurait neuf onces de circonférence.

En passant à plusieurs reprises la chaîne dans l'anneau White avait réussi à faire à l'une des extrémités un gros nœud, qui en faisait une arme très dangereuse. Ainsi armé et se tenant à la porte de sa cellule, White déclara avec ces imprécations terribles que personne n'y entrerait vivant. Cette déclaration mit un arrêt momentané aux procédés. Le shérif Black, aidé de quatre hommes résolus, fit une tentative pour entrer. Emporté par son désespoir, White déchargea un coup de chaîne, qui heureusement n'indiqua qu'une légère blessure à la main gauche du shérif.

Il fut ensuite proposé de lancer de l'ammunition à la figure du condamné afin de le suffoquer temporairement pour permettre aux officiers de l'empoigner. On employa ce moyen, mais sans succès. Le misérable meurtrier, parut affecté pour un instant par le liquide; mais revenant bientôt à lui, il se tint après la porte, toujours muni de son arme et présentant l'aspect d'un monstre. On se décida à répandre du chloroforme dans sa cellule, et à l'endormir ainsi l'exaspération turbulente de celui qui l'habitait, jusqu'à ce qu'on pût le capturer.

Une ou deux bouteilles de chloroforme furent apportées, et on en répandit dans la cellule une quantité suffisante pour en imprégner l'atmosphère; les couvertures furent suspendues en dehors des grilles des chais du cachot. On prit en un mot toutes les mesures nécessaires pour que cette tentative de prolonger le criminel dans les bras de Morphée ne fut pas vaine et en pure perte. Au premier abord, le furieux condamné rit de cette tentative. Il était paraît-il très clair que dans le cours de sa vie criminelle il s'était familiarisé avec l'usage du chloroforme et en connaissait tous les effets, et cela au point de dire aux officiers que la marchandise qu'ils employaient était éventée et d'une qualité inférieure. Afin de résister aux effets du chloroforme, il s'enveloppa la figure avec son convulsié, puis allant près du chais pour respirer l'air pur, il réussit à enlever une partie de la couverture posée en dehors du grillage de sa fenêtre et ouvrit ainsi un passage libre à l'air frais.

Plus d'une heure s'était écoulée depuis qu'on avait commencé ces tentatives infructueuses pour s'emparer du prisonnier et de son arme, et il devenait évident qu'on serait forcé d'employer des moyens plus violents. White vit bien qu'il serait bien forcé de se soumettre bon gré malgré, et quoiqu'il fut en premier lieu décidé à vendre chèrement sa vie, son courage et ses forces commencent à lui faire défaut. Il dit au shérif que s'il voulait lui donner à dîner avec un verre de whisky, et le laisser vivre jusqu'à une heure de l'après-midi, il lâcherait son arme et se rendrait lui-même. Cette proposition fut acceptée et White donna sa chaîne nouée à travers les barreaux de sa cellule. On lui prépara à dîner, et on lui servit un verre d'eau et de whisky. C'était apparemment la seule faveur que désirait le prisonnier, et le shérif lui accorda très volontiers.

A une heure le shérif entra dans la cellule. White s'avança au devant de lui et se rendit. On lui attacha les bras derrière le dos, et il descendit résolument l'escalier de la prison, et monta sur l'échafaud avec une fermeté apparente.

Arrivé là, il examina d'un oeil composé tous les appareils qui devaient servir à son exécution. Mais ici se passa une des scènes les plus horribles à décrire dans ce terrible drame.

Après qu'il fut sur l'échafaud et qu'on lui eût lié les mains et les pieds, on produisit à sa vue le bonnet blanc qui est en usage dans l'Illinois, et on lui dit qu'on allait l'en couvrir. White objecta à cela, et insista à ce qu'on ne lui enlevât rien de sa toilette. Il portait le chapeau de feutre qu'il avait pris quitté depuis son incarcération. Lorsque le shérif lui ôta son chapeau de feutre et au moment où il allait le remplacer par le bonnet blanc, le prisonnier fit de nouvelles objections, et en prononçant des juréments épouvantables il déclara qu'on ne lui en couvrirait pas la tête. Le shérif essaya de persuader le prisonnier de se soumettre à cette dernière cérémonie, mais vainement.

Pendant près d'une heure les officiers eurent à lutter avec le criminel pour mettre en force le règlement. Attaché comme il l'était, celui-ci opposa une résistance désespérée. Il mordait tous ceux qui l'approchaient, faisait des soubresauts et se tortillait sur la plate forme comme un désespéré. Pendant quelque temps on eut qu'on serait incapable d'en venir à bout.

Après une lutte sérieuse, le bonnet

hommes furent employés pour atteindre ce but.

Un moment où le shérif serrait le nœud et le plaçait au-dessous de l'oreille du malheureux, celui-ci s'écria en lançant des imprecations terribles: "Pourquoi diable m'étouffez-vous? vous m'étouffez, car c'est à peine si je puis parler." Ce furent les dernières paroles de ce malheureux créature. Le shérif donna le signal que tout était prêt; à l'instant même la cappe sauta et White agonisa et en s'agitant dans de violentes convulsions.

Commerce et Navigation.

Port de Québec.

ARRIVAGES.

Liste des vaisseaux entrés dans le port de Québec les 20, 22, 23 et 24 septembre:—
Aberfoyle, Peron, Sarah, Tinto, Sarah, Celia, John Bull, Fern, Arthur White, Lord Maidstone, Georgiana, L. Mahagood, Kalmia, Faidie, Devon, Favourit, Dominica, Thomas Lee, Prince of Wales, Barclay, Alpha, Annandale, Acadia, Gohia, La Dorade, Lady Dillon, Oriental, Canada, Aleyon, Adon's, Marie Victoria, Alice Wilson, Royalist, Wolfe, Helen Douglas, Jara, Wandsworth, Juna, Colina, Cadine, Albert, John Stewart, Marie Odile, Providence, Il ne, Marie Rose.
Expédiés les 23 et 24 août:—
Mary Ann, Newett, Barbie, Tay, Emeline, Sir Charles Napier, Ellen, Solid, Toul, Sanson, Arabian, Patricia, Edmund Kaye, Countess of London, Equator, Acme, Gipsy Queen, Kong Sverre, Crocodile, Vincent.

Aux Poitrinaires.

CELUI qui donne cet avis ayant été rendu à la santé en quelques semaines par un remède très simple, après avoir souffert plusieurs années d'une sérieuse affection de pomons et de cette terrible maladie, la Consommation, — désire faire connaître à ses compagnons de souffrance les moyens de se guérir.

À tous ceux qui le désirent, il enverra une copie de la prescription dont on se sert (français), avec les directions pour la préparer et s'en servir; ils verront que c'est un remède sûr pour la Consommation, Asthme, Bronchites, etc. Le seul but de celui qui donne cet avis en envoyant la prescription, est de faire du bien aux affligés et de répandre l'information qu'il croit inappréciable, et il espère que tout souffrant essaiera son remède, comme il ne leur en coûtera rien, et qu'ils pourront s'en louer.

Les personnes désirant avoir des prescriptions devront s'adresser à:

REV. EDWARD A. WILSON.

Williamsburgh, 14 av. 1860 250-12m Kings County, N.Y.

Terrible calamité!

PLUS DE 60 VIES PERDUES.

Des troupeaux viennent de toutes parts en faveur du Canada du Dr McKenzie pour tuer les vers rudes. Aucun remède contre les vers n'a remporté un succès si étonnant. Des personnes peuvent dire que c'est l'imagination qui fait de telles cures sachant que cette médecine vient du vieux pays mais que l'imagination soit bénie si elle détruit les vers chez les enfants aussi sûrement que ce Canada.

Un essai du Canada pour vers du Dr McKenzie satisfait les esprits les plus sceptiques.
Prix: seulement 74c. 15 cents par paquet, ou 2 shillings, 50 cents pour quatre paquets. A vendre chez tous les Droguistes et vendeurs de Médecine en Europe et en Amérique.

Il est contredit s'il n'y a pas un fac-simile de la signature de H. E. McKenzie, M. D., Glasgow, sur chaque enveloppe.

Voyez l'avertissement dans une autre colonne.

Mariage.

Lundi matin, à l'église Saint-Jean-Baptiste, par le révérend M. Racine, sœur Romuald Le mont, par typographe, à demoiselle Marie-Philomène Dejean, tous deux de cette ville.

Hier matin, à l'église Saint-Jean-Baptiste par le révérend M. Racine, sœur Louis Carrier à demoiselle Constance Myrand, tous deux de cette ville.



A l'Enseigne du gros Marteau.

ATTENTION!!!

LAMPES! LAMPES!!

L'HUILE DE CHARBON.

LES soussignés ont l'honneur d'offrir au Public leurs remerciements très sincères, et présentent en même temps la liberté de leur annoncer que, arrivés dernièrement des fabriques des États-Unis, où l'un d'eux a pu choisir, et acheter à bien bon marché (vu la crise commerciale qui sévit maintenant chez eux) un grand assortiment de Lampes à l'huile de Charbon de toute espèce, et de tout prix. Aujourd'hui que chaque rocher du Haut-Canada se change en fontaine d'huile, nous avons tout lieu de penser que bientôt nos compatriotes de tout âge seront forcés de convertir leurs usines ruineuses, en magasin de Lam. et à l'huile de Charbon.

Les Messieurs du clergé et les Syndics des paroisses sont particulièrement invités de porter leur attention sur des lustres en cuivre et en bronze, importés exprès pour les Églises. Les Soussignés ont constamment en main un superbe assortiment de Quinquetterie, Ferrures de maison, Ustensils de cuisine, Ustensils de table, plumes d'argent, etc.

Poëles de cuisine de fabrique canadienne. Poëles de chambre de toutes espèces des fonderies de Troy et d'Albany.

Les ordres reçus seront exécutés à la lettre. Les conditions, comme ci-devant, seront faciles et libérales.

BELANGER et GARIÉPY,

91, rue La Fabrique, Québec, 18 septembre 1861. 38-2m

INSTITUT DES GARÇONS SOURDS-MUETS,

PRÈS MONTRÉAL (CANADA).

CETTE ÉCOLE est, sous les auspices de Sa Grandeur Mgr l'Évêque Catholique de Montréal et du Gouvernement de la Province, confiée à la direction des Clercs de St. Viateur pour rendre les Sœurs-Muets utiles à eux-mêmes, à la société, à la religion, etc.

Les Classes s'ouvriront le 16 SEPTEMBRE au Cimetière St. Louis ou Mile-End, près Montréal. Les cours d'études dureront généralement de cinq à six années, mais il pourra être abrégé selon l'intelligence des élèves ou l'intention de leurs parents.

Les Sœurs-Muets âgés ou peu intelligents ne recevront que l'instruction religieuse par le langage mimique en plusieurs semaines.

Condition de la pension: — Le prix de pension est de 300 francs par an, payables d'avance en 3 termes ou \$75 pour l'année y compris le blanchissage.

Les parents ou les protecteurs qui désirent y placer leurs enfants pourront avoir tous les renseignements qu'ils désirent en s'adressant à M. le directeur de l'Institut des Sœurs-Muets.

Messieurs les Éditeurs des journaux français et anglais sont priés de reproduire pendant plusieurs semaines cette annonce dans l'intérêt des infortunés Sœurs-Muets.

11 septembre 1861. 34

ARBRES FRUITIERS.

LE soussigné ayant établi depuis quelques années une PÉPINIÈRE D'ARBRES FRUITIERS près de l'ÉGLISE de ST. JOACHIM, offre en vente les plants d'arbres suivants en telle quantité qu'on le désira.

Pommiers, de 2 à 4 ans de greffe.

D'Ép. — Astracra rouge, Favorite de William, Keswick Codlin, Moisson hâtive, Pomme d'été de Permain, Rameau, Sucre-doré, etc.

D'Automne — Alexandre, Fameuse, Gravenstein Pomme royale, St. Laurent, etc.

D'Hiver — Belle-fleur-janne, Boursae, Drap d'or, Espion du Nord, Greening, R. L. Mignonne elle mande, Gri, Épine de Hollande, Roy, Rambour Olivier, Éclat rouge, Rougette anglaise, Rougette de Boston, Sibérie, Vandervere, Vingt-onces, etc., etc.

Cerisiers, de 2 ans de greffe.

Belle de Choisy, Bigarreau Napoléon, Tartare noir, Mai Duke, etc.

Pruniers, de 2 ans de greffe.

Reine Claude, Reine Claude de Bayay, Impériale, Da violette, Washington, Prune de Côté, Dureau violet, etc.

— AUSSI —

Grosseliers, Fraisières, Framboisiers, etc., etc.

— PRIX —

Les pommiers greffés sur francs, 2s. la pièce, 20s. la douzaine, \$30 le cent.

Do nails, greffés sur paradis, 3s. 9d. la pièce. Pruniers et Cerisiers, 3s. la pièce.

N. B. — Les plants convenablement emballés et dûment adressés, seront déposés à bord du Grand Trou, ou des bateaux à vapeur, ou en quelque endroit de la Cité de Québec que l'on indiquera.

LES GRS. LACHANCE, St. Joachim, Montmorency, 17 sep. 1861. 40

FARINE FRAICHE MOULUE!

Venant d'arriver et à vendre:

300 BARS DE FLEUR SUPERFINE EXTRA

1500 Do Superfine No. 1, "Royal"

100 Do Superfine No. 2.

— AUSSI EN VENTE: —

Farine fine, moyenne, farine entière, farine de blé d'Inde, blé d'Inde, pois, son, etc.

L. RENAUD, 26, Rue St. Paul.

Québec, 6 septembre 1861. 31-1m

L. G. BOURDAGES, AVOCAT.

Bureau RUE ST. PIERRE, No. 59, Basse-Ville de Québec;

porte voisine de chez Babin et Gaudry.

M. Bourdages suivra la Cour du district de Mont-

magy et du district d'Arthabaska.

